

# Plan de lutte contre l'intimidation et la violence

**Intimidation** : tout comportement, parole, acte ou geste délibéré ou non à caractère répétitif, exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberspace, dans un contexte caractérisé par l'inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser;

**Violence** : toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens.

## CONTENU PRESCRIT DU PLAN

1. une **analyse de la situation** de l'école au regard des actes d'intimidation et de violence;
2. les **mesures de prévention** visant à contrer toute forme d'intimidation ou de violence motivée, notamment, par le racisme, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'homophobie, un handicap ou une caractéristique physique;
3. les mesures visant à favoriser la **collaboration des parents** à la lutte contre l'intimidation et la violence et à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire;
4. les modalités applicables pour effectuer un **signalement ou pour formuler une plainte** concernant un acte d'intimidation ou de violence et, de façon plus particulière, celles applicables pour dénoncer une utilisation de médias sociaux ou de technologies de communication à des fins de cyberintimidation.
5. les **actions** qui doivent être prises lorsqu'un **acte d'intimidation ou de violence est constaté** par un élève, un enseignant, un autre membre du personnel de l'école ou par quelque autre personne;
6. les mesures visant à assurer la **confidentialité** de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence;
7. les mesures de **soutien ou d'encadrement** offertes à un élève **victime** d'un acte d'intimidation ou de violence ainsi que celles offertes à un **témoin** ou à l'**auteur** d'un tel acte;
8. les **sanctions disciplinaires** applicables spécifiquement au regard des actes d'intimidation ou de violence selon la gravité ou le caractère répétitif de ces actes;
9. le **suivi** qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence.

Le plan doit aussi contenir :

- Des dispositions portant sur la forme et la nature des engagements qui doivent être pris par le directeur de l'école envers l'élève qui est victime d'un acte d'intimidation ou de violence et envers ses parents.
- Les démarches qui doivent être entreprises par le directeur de l'école auprès de l'élève qui est l'auteur de l'acte et de ses parents et préciser la forme et la nature des engagements qu'ils (parents et élèves) doivent prendre en vue d'empêcher, le cas échéant, la répétition de tout acte d'intimidation ou de violence.
  1. **Analyse de la situation** de l'école au regard des actes d'intimidation et de violence.

# Plan de lutte contre l'intimidation et la violence

L'analyse de la situation de l'école peut être en grande partie inspirée du portrait réalisé dans l'école dans le cadre du plan d'action violence.

## INTIMIDATION

Des outils supplémentaires sont disponibles afin d'obtenir des informations pertinentes notamment en lien avec les actes d'intimidation tels que définis dans le présent plan de lutte. Ces outils permettront de définir la situation de l'école en général, de déterminer si pour les victimes, témoins et agresseurs il y a prévalence de garçons ou de filles, quels niveaux et âges sont les plus à risque, y a-t-il des éléments tels que la multi ethnicité ou la possibilité de discrimination de quelque nature que ce soit, s'il y a des risques que les gestes soient davantage à caractère non délibéré. Le personnel de l'école peut contribuer par ses observations, par des expériences d'intervention, par sa connaissance du milieu à enrichir l'analyse de la situation de l'école. Une discussion dirigée, à partir de questions précises est un bon moyen de mettre en lumière le portrait de l'école (y a-t-il des comportements davantage associés aux filles? Aux garçons? Quels comportements d'intimidation sont plus présents selon eux? Y a-t-il des endroits à risque? Doivent-ils intervenir régulièrement? Comment les autres élèves réagissent-ils?) Une large part de ces informations sont perceptuelles, elles proviennent de la perception qu'ont les acteurs de la situation. Elles sont néanmoins importantes et on doit les intégrer à l'analyse.

## VIOLENCE

Le portrait déjà réalisé peut être complété au moyen des traces d'interventions faites depuis l'établissement du portrait de situation en lien avec le PAV. Si le portrait n'a pas été réalisé, il sera incontournable de le faire. L'analyse de la situation est très importante, car il s'agit d'arrimer les actions du plan de lutte avec la réalité du milieu afin que ce plan de lutte s'avère efficace, cohérent et tout à fait approprié aux besoins du milieu. Il est suggéré que le comité de l'école soit formé avant l'analyse de la situation et qu'il soit impliqué de près dans cette démarche.

2. Les **mesures de prévention** visant à contrer toute forme d'intimidation ou de violence motivée, notamment, par le racisme, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'homophobie, un handicap ou une caractéristique physique.

Le code de vie de l'école doit décrire les attitudes et le comportement devant être adoptés en toute circonstance par l'élève ainsi que les gestes et les échanges proscrits en tout temps, quel que soit le moyen utilisé, y compris ceux ayant lieu par l'intermédiaire de médias sociaux et lors de l'utilisation du transport scolaire. Les mesures de prévention doivent, entre autres, prévoir l'information, l'enseignement et la promotion de ces attitudes et comportements attendus, de même que ceux qui sont interdits. Les mesures de prévention sont des interventions universelles et s'adressent à l'ensemble des élèves. Plusieurs **programmes** ont été reconnus comme efficaces et peuvent être mis en œuvre en lien avec l'analyse de la situation de l'école. Ceux qui sont déjà instaurés auraient avantage à être validés en lien avec les vulnérabilités identifiées dans le milieu.

3. Les mesures visant à favoriser la **collaboration des parents** à la lutte contre l'intimidation et la violence et à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire.

# Plan de lutte contre l'intimidation et la violence

---

La loi prévoit qu'un document expliquant le plan de lutte contre l'intimidation et la violence doit être distribué aux parents. Ce document devra être rédigé de manière claire et accessible (le conseil d'établissement doit s'en assurer) La commission scolaire doit aussi désigner une personne ressource qui pourra fournir aux parents, au besoin, les informations nécessaires en lien avec l'application de la loi et au besoin mettre les parents en lien avec des ressources externes (CSSS)

*La commission scolaire doit conclure une entente avec un établissement ou un autre organisme du réseau de la santé et des services sociaux en vue de convenir des services offerts aux élèves lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est signalé. Elle peut également conclure une entente avec un organisme communautaire œuvrant sur son territoire. Toute entente doit en outre porter sur les actions qui, dans de tels cas, doivent être menées de façon concertée.*

En outre, les mesures à déployer peuvent prendre plusieurs formes. Au-delà de l'information, des activités de formation, de sensibilisation et d'échanges (conférences, invitations diverses dans le cadre de projets, etc.) peuvent s'avérer de bons moyens de favoriser la collaboration avec les parents. Dans plusieurs milieux les parents auront besoin de s'approprier les définitions de la violence et de l'intimidation et auront besoin d'être associés à cette vision commune avec l'école.

## **Exemples de mesures**

- Activités d'information, de sensibilisation et d'échanges touchant divers phénomènes de violence (ex. : reconnaître les signes lorsque votre enfant se fait intimider; comment intervenir auprès de lui, cyberintimidation)
- Mise en place de moyens de communication efficaces et variés pour tenir les parents informés tout au long de l'année (ex. : journal de l'école; site Internet, appels téléphoniques, dépliants)
- Actions visant à favoriser la participation des parents à la vie scolaire de leur enfant

4. Les modalités applicables pour effectuer un **signalement** ou pour **formuler une plainte** concernant un acte d'intimidation ou de violence et, de façon plus particulière, celles applicables pour dénoncer une utilisation de médias sociaux ou de technologies de communication à des fins de cyberintimidation.

La confidentialité doit être au cœur de ces modalités. Tous les élèves doivent être encouragés à la dénonciation<sup>1</sup> et les moyens mis à leur disposition doivent être clairs, faciles d'accès et efficaces. Plusieurs moyens formels sont possibles (boîte à lettres, courrier électronique, temps de rencontre identifié). Les moyens informels doivent être aussi encouragés et un suivi doit obligatoirement en découler. Il est important que les dénonciations ne soient pas anonymes afin d'être en mesure d'assurer un suivi adéquat. Les modalités doivent aussi être prévues pour les parents et ils doivent en être informés. En outre, il est déjà prévu que les modalités du processus de traitement des plaintes officiel soient rendues accessibles aux parents.

***Dans tous les cas, la direction doit être informée de tout signalement ou plainte portée à l'attention d'un membre du personnel de l'école.***

5. Les **actions** qui doivent être prises lorsqu'un **acte d'intimidation ou de violence est constaté** par un élève, un enseignant, un autre membre du personnel de l'école ou par quelque autre personne.

Cette partie du plan implique les gestes concrets qui seront posés en lien avec un acte d'intimidation ou de violence réel. Il doit prévoir ce qui sera fait, les gestes posés. Il peut s'agir d'un protocole qui prévoit des actions en lien avec l'évaluation de la situation (geste délibéré ou non, gravité, fréquence, répétition, durée, etc.) et qui peuvent varier en fonction de l'évaluation. Par exemple, on peut prévoir que dès qu'un geste est constaté, une rencontre avec la direction est réalisée.

6. Les mesures visant à assurer la **confidentialité** de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence.

Tout doit être mis en œuvre afin d'assurer la confidentialité et ainsi protéger toute dénonciation ainsi que la personne qui dénonce la situation. Ces mesures doivent être nommées clairement. Par exemple, les notes d'intervention en lien avec l'application du plan de lutte sont consignées dans un dossier à cet effet, au bureau de la direction. Si des notes d'évolutions sont consignées à des fins de suivi au dossier d'un élève reconnu comme un agresseur, en tout temps, ces notes doivent être écrites en s'appuyant sur des faits et ne doivent pas contenir d'opinion personnelle ou de jugement de valeur. Il revient à la direction de l'école de déterminer qui aura accès à l'information confidentielle relative aux signalements et aux plaintes.

Principes de base à respecter (*Référence guide de gestion des dossiers de l'élève*)

- Le critère de **nécessité** doit s'appliquer dans toute collecte d'information.

<sup>1</sup> Dénoncer : Dire ce que tu as vu pour que cela ne se reproduise plus, parce que tu ne trouves pas ça correct

« Stooler » : Raconter ce que l'on sait en échange de quelque chose (faveur, argent). La personne qui « stool » le fait par vengeance ou pour obtenir quelque chose.

# Plan de lutte contre l'intimidation et la violence

---

- La limitation au minimum de la circulation d'information afin d'éviter la multiplication de données ou de dossiers concernant les renseignements personnels.
- L'accès est donné aux seules personnes dont les fonctions l'exigent.

7. Les mesures de **soutien ou d'encadrement** offertes à un élève **victime** d'un acte d'intimidation ou de violence ainsi que celles offertes à un **témoin** ou à l'**auteur** d'un tel acte;

## VICTIMES

Dans un premier temps, il faudra s'assurer que la situation dénoncée cesse et que les interventions visent à ce que ça ne se reproduise pas. Il sera important de prévoir les mesures qui viseront à évaluer l'impact de l'acte de violence ou d'intimidation chez la victime. À partir de cette évaluation, il sera alors pertinent de prévoir l'intervention adéquate et qui sera responsable de cette intervention. Dans toutes les situations, les parents doivent être interpellés.

*Le plan de lutte comprendra des dispositions portant sur la forme et la nature des engagements qui doivent être pris par le directeur de l'école envers l'élève qui est victime d'un acte d'intimidation ou de violence et envers ses parents.*

## TÉMOINS

Il sera important de prévoir des mesures appropriées en lien avec les témoins et leur implication ou non dans la situation : témoins dénonciateurs, témoins inactifs, témoins qui prennent part en encourageant, les interventions à poser dans les différentes situations et l'implication des parents.

## AUTEURS (ou agresseur dans les situations de violence)

Ce qui est particulier en lien avec cet aspect du plan de lutte est que si l'on doit s'attarder aux mesures d'encadrement pour les auteurs d'actes de violence ou d'intimidation, il est incontournable d'offrir des mesures de soutien, d'intervention afin de s'assurer que la situation cesse.

*Le plan de lutte doit prévoir les démarches qui doivent être entreprises par le directeur de l'école auprès de l'élève qui est l'auteur de l'acte et de ses parents et préciser la forme et la nature des engagements qu'ils (parents et élèves) doivent prendre en vue d'empêcher, le cas échéant, la répétition de tout acte d'intimidation ou de violence.*

8. Les **sanctions disciplinaires** applicables spécifiquement au regard des actes d'intimidation ou de violence selon la gravité ou le caractère répétitif de ces actes;

# Plan de lutte contre l'intimidation et la violence

---

La nature des sanctions imposées doit être intimement liée à gravité et à la récurrence. La majorité des codes de vie contiennent déjà des éléments de sanction gradués et directement reliés à la contravention de la règle. Il est tout à fait approprié que ces éléments du code de vie soient les mêmes ou qu'ils inspirent largement les sanctions prévues au plan de lutte. La démarche peut être bonifiée ou précisée, au besoin. La suspension externe est une mesure exceptionnelle qui doit être appliquée avec parcimonie vu le droit à l'éducation publique gratuite. Ultiment, dans les cas aggravés, une entente avec le service de police décrira les interventions, les modalités ainsi que les situations ou les agents pourront être appelés à intervenir.

*La commission scolaire et l'autorité de qui relève chacun des corps de police desservant son territoire doivent conclure une entente concernant les modalités d'intervention des membres du corps de police en cas d'urgence ainsi que lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence leur est signalé et visant à mettre en place un mode de collaboration à des fins de prévention et d'enquêtes.*

## 9. Le suivi qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence.

Il est impératif qu'en toute situation dénoncée ou constatée un suivi et des actions soient posés. Le suivi implique de décrire concrètement le déroulement de la démarche, le processus et les étapes qui constituent ce suivi. Par exemple dans un premier temps, dès qu'une dénonciation se fait il y a une première rencontre afin d'établir les faits et de faire les liens avec les éléments de définition de la violence et de l'intimidation. Dans un deuxième temps, il pourrait y avoir des scénarios de suivis en lien avec le fait s'il s'agit réellement d'un acte de violence et d'intimidation ou d'un autre type de manifestation (ex. : conflit). Cette démarche de suivi pourrait être illustrée dans un schéma conceptuel.

*Le directeur de l'école reçoit et traite avec diligence tout signalement et toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence. Le directeur de l'école qui est saisi d'une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence doit, après avoir considéré l'intérêt des élèves directement impliqués, communiquer promptement avec leurs parents afin de les informer des mesures prévues dans le plan de lutte contre l'intimidation et la violence. Le directeur de l'école transmet au directeur général de la commission scolaire, au regard de chaque plainte relative à un acte d'intimidation ou de violence dont il est saisi, un rapport sommaire qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné.*

# Plan de lutte contre l'intimidation et la violence

NOM DE L'ÉCOLE	Saint-Romain		
<p>Ce plan a principalement pour objet de prévenir et de contrer toute forme d'intimidation et de violence à l'endroit d'un élève, d'un enseignant et de tout autre membre du personnel de l'école. (art. 63.1)</p> <p>Tout membre du personnel d'une école doit collaborer à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence et veiller à ce qu'aucun élève de l'école à laquelle il est affecté ne soit victime d'intimidation ou de violence.</p> <p>Le directeur de l'école doit désigner, parmi les membres du personnel de l'école, une personne chargée, dans le cadre de sa prestation de travail, de coordonner les travaux d'une équipe qu'il doit constituer en vue de lutter contre l'intimidation et la violence.</p>			
COMITÉ ÉCOLE			
RESPONSABLE	Bernard Gagné (directeur)		
MEMBRES	Brigitte Dépatie (enseignante 3 <sup>e</sup> cycle)		
	Dominique Lambert (enseignant temps partagé)		
	Pierrette Labadie (éducatrice au service de garde)		
<input type="checkbox"/> Plan présenté au Conseil d'établissement	Date	Lundi 5 novembre 2012	
<input type="checkbox"/> Plan approuvé par le conseil établissement	Date	Lundi 17 décembre 2012	
<input type="checkbox"/> Document explicatif remis aux parents	Date	Jeudi 20 décembre 2012	

## SECTION I

ANALYSE DE SITUATION AU REGARD DES ACTES D'INTIMIDATION ET DE VIOLENCE		MESURES DE CONFIDENTIALITÉ
<ul style="list-style-type: none"> <li>École primaire de 324 élèves, 2 classes aider</li> <li>Très peu d'événements de violence répertoriés</li> <li>Davantage d'intimidation sous forme verbale</li> <li>Est arrivé très rarement par le passé des cas de cyberintimidation qui ont été rapportés chez les plus vieux</li> <li>Les auteurs d'actes d'intimidation sont autant des filles que des garçons</li> <li>Les événements surviennent principalement pendant les récréations et sur le temps du service de garde</li> </ul>		<p>Le dossier comportant les rapports de suivis et d'événements est conservé dans le bureau de la direction.</p> <p>Un dispositif est mis en place pour que les plaintes portées soient traitées de façon confidentielle sans crainte de jugement et de représailles auprès de la victime, de l'agresseur ou encore du témoin (boîte à dénonciation).</p> <p>En toute situation, bien que le témoin se soit identifié lors de la dénonciation d'un événement, il ne sera nommé d'aucune façon dans le processus qui en découlera. Cela est clairement dit à l'école.</p> <p>Les parents reçoivent uniquement l'information concernant leur enfant.</p>
MESURES DE PRÉVENTION	MESURES VISANT À FAVORISER LA COLLABORATION DES PARENTS	MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT OU POUR FORMULER UNE PLAINTE
<ul style="list-style-type: none"> <li>Révision du code de vie en mettant à contribution le conseil d'élèves</li> <li>Vérification, dans les agendas des élèves, qu'ils ont bel et bien signé le code de vie de l'école, en compagnie de leurs parents</li> <li>Formation offerte à tout le personnel de l'école sur le civisme</li> <li>Conférences offertes aux parents sur l'intimidation et la cyberintimidation</li> <li>Formation sur les médias sociaux offerte aux élèves du 3<sup>e</sup> cycle par la policière communautaire</li> <li>Formation offerte aux élèves du 3<sup>e</sup> cycle concernant leur rôle de brigadier de la paix par la psychoéducatrice</li> <li>Programme de gestion de conflits qui sera revu en fonction de l'analyse de la situation du milieu</li> <li>Plan de surveillance de la cour d'école</li> <li>Programme : l'intimidation, ça ne passe pas avec moi</li> <li>Présence de d'élèves brigadiers sur la cour d'école</li> <li>Pièce de théâtre « Visage à trois faces » offerte aux élèves des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles</li> <li>Projet de prévention offert par une travailleuse sociale aux élèves de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> année</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un document explicatif, diffusé par courriel ou encore en version papier, sera remis aux parents dès le début de l'année et contiendra, entre autres, les définitions de conflit, de la violence et de l'intimidation</li> <li>À la rencontre d'information du début d'année, les enseignants donneront des informations concernant le plan de lutte pour contrer l'intimidation et la violence</li> <li>Une conférence sera organisée pour informer les parents de la teneur de la nouvelle loi</li> <li>Sur le site web de l'école, des capsules seront déposées en lien avec le plan de lutte pour contrer l'intimidation et la violence</li> <li>L'école, de concert avec l'OPP, favorise l'implication des parents aux diverses activités et événements de la vie de l'école</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Boîte à dénonciation</li> <li>Courriel</li> <li>Appel téléphonique</li> <li>Politique relative aux comportements violents à la Commission scolaire Marie-Victorin</li> <li>Politique visant à contrer le harcèlement et la violence en milieu de travail (pour le personnel)</li> </ul>



# Plan de lutte contre l'intimidation et la violence

---

--	--	--



## SECTION II

MESURES DE SOUTIEN OU D'ENCADREMENT	ACTIONS LORS D'UN ACTE CONSTATÉ
<p>Voici les différentes mesures qui pourront être prises, en bloc ou à la pièce, selon la situation :</p> <p><b>Victime / Auteur-agresseur</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêt de la situation</li> <li>• Évaluation de la situation, de l'impact</li> <li>• Intervention-référence</li> <li>• Mesures pour réintégrer la classe</li> <li>• Implication des parents</li> </ul> <p><b>Témoins</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Définition du type de témoins (rôle et mandat)</li> <li>• Interventions en lien</li> <li>• Implication des parents</li> </ul>	<p>Le protocole, tel que présenté dans le plan d'action pour prévenir l'intimidation dans les écoles primaires du secteur Longueuil Est (l'intimidation, ça ne passe pas avec moi) s'applique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Constitution d'un registre des événements</li> <li>Suivi particulier des élèves</li> <li>Évaluation de la situation</li> <li>Gradation des sanctions liées aux actes d'agression et d'intimidation</li> <li>Information et implication des parents dans la démarche</li> <li>Soutien à l'agresseur, la victime et le dénonciateur</li> </ul> <p><b>SANCTIONS DISCIPLINAIRES</b></p> <p>Les sanctions disciplinaires prévues au code de vie s'appliquent. Dans les cas aggravés, une entente avec le service de police décrira les interventions, les modalités ainsi que les situations où les agents pourront être appelés à intervenir.</p>
SUIVI DES SIGNALEMENTS ET DES PLAINTES	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation de l'événement pour déterminer le type de manifestation.</li> <li>• Rencontre des différents acteurs impliqués</li> <li>• Contact avec les parents</li> <li>• Si besoin, application du protocole d'intervention</li> <li>• Transmission, par le directeur de l'école, d'un rapport sommaire au directeur général de la commission scolaire (nature et suivi)</li> </ul>	